L'Orient – Le jour 7-8-2020

Le président français à l'écoute de la société civile

Le président français s'est entretenu pendant plus d'une heure avec des représentants des contestataires, de la presse et des milieux universitaire et associatif.

Par Stéphanie KHOURI

En visite à Beyrouth suite à l'explosion qui a ravagé la capitale libanaise, Emmanuel Macron s'est entretenu jeudi en fin d'après-midi avec une trentaine d'acteurs issus de la société civile.
L'entrevue a eu lieu dans un salon de la Résidence des Pins, immédiatement après la rencontre du président français avec les chefs des partis politiques traditionnels. Elle a réuni une trentaine de personnalités parmi lesquelles Karim Bitar, responsable du département de sciences politiques de l'Université Saint-Joseph ; Henri Chaoul, conseiller financier ; Nayla de Freige, PDG du groupe L'Orient-Le Jour et présidente du Festival de Baalbeck ; Salim Daccache, recteur de l'Université Saint-Joseph ; Dominique Eddé, romancière ; Pierre Issa, secrétaire général du Bloc national ; Melhem Khalaf, bâtonnier de l'ordre des avocats de Beyrouth ; Rania Stephan, libraire ; Jean Riachi, banquier ; Sibylle Rizk, journaliste et membre de l'ONG Kulluna Irada ; ou encore François Abisaab, chargé d'affaires de l'ambassade de l'Ordre souverain de Malte au Liban, accompagné d'une délégation de l'Association libanaise de l'Ordre de Malte.
Le chef de l'Élysée s'est entretenu individuellement ou en groupe avec chacun des participants afin « d'écouter les différents points de vue et de mieux comprendre la société civile », témoigne Nayla de Freige. « Il voulait indirectement envoyer un message à la classe politique, lui rappeler la grande richesse de la société civile libanaise, qui même si elle peut sembler disparate à ce stade pourrait former une alternative crédible », estime Karim Bitar.
L'enjeu était de convaincre de la crédibilité d'une société civile parfois critiquée pour ses divisions ou son manque de coordination interne. « Notre objectif – celui de Kulluna Irada, mais aussi celui d'autres personnes présentes – était d'enjoindre le président français à ne plus légitimer le système politique au pouvoir au Liban. Il n'y a plus lieu de croire aux promesses de réforme et la seule voie possible est celle d'une transition politique pacifique », estime Sibylle Rizk.
Les thématiques discutées ont inclus une demande de vérité suite à la double explosion de mardi ainsi qu'une gestion transparente de l'aide internationale qui sera versée au Liban. La conditionnalité de l'aide « signifie qu'il ne faut pas offrir une bouée de sauvetage à ce système politique, il ne faut pas, comme dans le passé, lier cette aide à quelques personnalités politiques », souligne Karim Bitar. « Il y a un avant et un après 4 août, il ne s'agit plus de parler seulement de résilience, il faut désormais aller plus loin », pense de son côté Nayla de Freige.
Les participants sont également revenus sur les principales revendications de la révolution du 17 octobre, la crise de confiance dans les partis traditionnels, ou encore les processus de transition politique. « Nous avons rappelé que le peuple réclame depuis octobre un gouvernement indépendant, loin de l'establishment traditionnel et de l'oligarchie politico-financière actuellement au pouvoir », insiste Karim Bitar. Le président français a abordé les questions médiatiques et culturelles avec des représentants du secteur, notamment Nayla de Freige, qui est revenue sur les problématiques liées au manque d'indépendance d'une partie de la presse libanaise, Hind Darwiche, qui a présenté L'Orient Littéraire, ou Omar Abi Azar, fondateur de la troupe de théâtre Zoukak.
La rencontre s'aligne avec l'intention déclarée d'Emmanuel Macron de mettre sa visite au service d'une rencontre de terrain et d'un « échange de vérité ». Une promesse incarnée par les images de jeudi matin, lorsqu'il s'est rendu dans les quartiers les plus touchés de la capitale, donnant lieu à des scènes d'embrassades et devenant le premier chef d'État, avant même le président libanais, à fouler les rues de la capitale dévastée suite à l'explosion de mardi. Il s'agit d'apporter un soutien au peuple et non pas de « donner des chèques en blanc à des systèmes qui n'ont plus la confiance de leur peuple », a-t-il ainsi déclaré dans sa conférence de presse jeudi soir.
Malgré le message envoyé aux acteurs de la société civile, le président français a rappelé qu'il « revenait aux Libanais de prendre leur destin en main, qu'en tant que chef d'État étranger il ne peut pas juger de la légitimité des uns et des autres, laquelle ne pouvait être déterminée que par des élections libres et transparentes », témoigne Karim Bitar. « On ne vous demande pas de faire de l'ingérence, Monsieur le Président, lui a répondu Pierre Issa, vous avez été banquier et vous connaissez le pouvoir du chèque, le Liban a désespérément besoin d'aide et il dispose d'organisations rigoureuses et indépendantes. Aidez-nous à vous aider à nous aider », a-t-il déclaré en référence à la phrase lancée par le ministre Jean-Yves Le Drian devant le Sénat à Paris.
Certains participants ont du reste regretté la faible représentation de l'opposition politique. « J'ai une double casquette en tant que représentant de l'ONG arcenciel et de secrétaire général du Bloc national, un parti politique de l'opposition. Mais j'aurais préféré être invité en tant que représentant de l'opposition. On dirait que la France ne voit que les partis traditionnels », regrette Pierre Issa, qui affirme avoir expliqué à Emmanuel Macron que l'alternative politique était en cours de formation.